

Art. 4. — Le Fonds national est placé sous les tutelles :

- Technique du ministre chargé de l'Emploi ;
- Economique et financière du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 5. — Les ressources du Fonds sont constituées par :

- Les dotations et les subventions de l'Etat ;
- Les emprunts contractés par l'Etat et affectés au Fonds ;
- Le produit de ses placements ;
- Les dons et legs ;
- Et, plus généralement, toutes autres recettes qui pourraient lui être affectées.

Art. 6. — Les emplois du Fonds sont constitués par le règlement aux entreprises ou organismes en charge de la réalisation des travaux à haute intensité de main-d'œuvre de tout ou partie de la masse salariale correspondant aux personnels qu'ils emploient.

Art. 7. — Le Fonds est administré par un Comité de Gestion composé comme suit :

- Un représentant du ministre chargé de l'Emploi, *président* ;
- Un représentant du ministre chargé de l'Equipeement ;
- Un représentant du ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- Un représentant du ministre de l'Intérieur ;
- Le président directeur général de la Caisse autonome d'Amortissement.

Art. 8. — Le Comité de Gestion délibère sur toutes questions afférentes à :

- (i) La gestion courante du Fonds, et notamment :
 - * La détermination des programmes d'activité ;
 - * La préparation et le suivi du budget ;
 - * L'élaboration des états financiers annuels ;
 - * Le rapport annuel d'activité ;
 - * Le suivi des placements financiers ;
 - * L'élaboration du règlement intérieur et sa mise en œuvre.
- (ii) Et à la réalisation de son objet, notamment :
 - * La définition des études préparatoires à la réalisation des programmes ;
 - * La définition et la détermination des travaux à réaliser ;
 - * La définition des critères de choix des entreprises à même de réaliser lesdits travaux.

Art. 9. — Il est créé un Comité de Suivi composé de douze membres maximum et comprenant :

- Deux députés à l'Assemblée nationale ;
- Un membre du Conseil économique et social, ainsi que des représentants :
 - Du ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
 - Du ministre chargé de l'Equipeement ;
 - Du ministre chargé de l'Emploi ;

- De l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire ;
- De l'Agence générale pour la Promotion de l'Emploi ;
- De la Caisse autonome d'Amortissement ;
- Des bailleurs de fonds.

Art. 10. — Le Comité de Suivi donne son avis, chaque année, sur les programmes d'activité, le projet de budget et le rapport annuel d'activité du Fonds qui lui sont soumis par le Comité de Gestion et, de manière générale, sur toutes les questions dont il est saisi par l'un ou l'autre des ministres de tutelle ou par le Comité de Gestion.

Art. 11. — Le ministre de l'Emploi et de la Fonction publique et le ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 20 avril 1994.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 94-218 du 20 avril 1994 portant création et organisation du Fonds d'Insertion des Jeunes diplômés et de Réinsertion des Déflattés des secteurs public et privé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'Emploi et de la Fonction publique et du ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan,

Vu la loi organique n° 59-249 du 31 décembre 1959 relative aux lois de Finances, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'ordonnance n° 87-366 du 1^{er} avril 1987 relative à la création de Fonds nationaux au sein de la Caisse autonome d'Amortissement, ratifiée par la loi n° 87-805 du 28 juillet 1987 ;

Vu la loi n° 88-681 du 22 juillet 1988 fixant les règles relatives à l'établissement public à caractère financier dénommé « Caisse autonome d'Amortissement » ;

Vu la loi n° 94-201 du 8 avril 1994 portant loi de Finances pour la gestion 1994 ;

Vu la loi n° 94-202 du 8 avril 1994 portant Budget spécial d'Investissement et d'Equipeement pour l'année 1994 ;

Vu le décret n° 88-730 du 25 août 1988, tel que modifié par le décret n° 92-528 du 2 septembre 1992 portant application de la loi n° 88-681 du 22 juillet 1988 fixant les règles relatives à l'établissement public à caractère financier dénommé « Caisse autonome d'Amortissement » ;

Vu le décret n° 93 PR. 11 du 15 décembre 1993, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 93-921 du 30 décembre 1993 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 94-194 du 30 mars 1994 portant organisation et fonctionnement des Fonds nationaux créés au sein de la Caisse autonome d'Amortissement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Il est créé, au sein de la Caisse autonome d'Amortissement, un Fonds national dénommé « Fonds d'Insertion des Jeunes diplômés et de Réinsertion des Déflattés des secteur public et privé », désigné au présent décret « le Fonds ».

Art. 2. — Le Fonds a pour mission de faciliter, par ses concours, le développement de micro-projets et de permettre ainsi l'insertion de jeunes diplômés et la réinsertion des déflattés des secteurs public et privé dans la vie économique et sociale.

Art. 3. — Le Fonds a pour objet le financement de micro-projets, notamment par l'octroi de prêts aux personnes physiques mentionnées à l'article 2 ci-dessus ou aux entreprises qu'elles créent.

Art. 4. — Le Fonds est placé sous les tutelles :

- Technique du ministre chargé de l'Emploi ;
- Economique et financière du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 5. — Les ressources du Fonds sont constituées par :

- Les dotations et les subventions de l'Etat ;
- Les emprunts contractés par l'Etat et affectés au Fonds ;
- Le produit de ses placements et les intérêts des prêts consentis ;
- Les dons et legs ;
- Et, plus généralement, toute autres recettes qui pourraient lui être affectées.

Art. 6. — Les emplois du Fonds sont constitués par l'octroi de prêts, gérés directement par le Fonds ou par une banque ou un établissement financier, aux personnes physiques et aux entreprises mentionnées aux articles 2 et 3 ci-dessus.

Art. 7. — Le Fonds est administré par un Comité de Gestion composé comme suit :

- Un représentant du ministre chargé de l'Emploi, *président* ;
- Un représentant du ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- Un représentant du ministre chargé de l'Equipeement ;
- Un représentant du ministre chargé du Commerce et de l'Industrie ;
- Un représentant du ministre de l'Intérieur ;
- Le président directeur général de la Caisse autonome d'Amortissement.

Art. 8. — Le Comité de Gestion délibère sur toutes questions afférentes à :

(i) La gestion courante du Fonds, et notamment :

- * La détermination des programmes d'activité ;
- * La préparation et le suivi du budget ;
- * L'élaboration des états financiers annuels ;
- * Le rapport annuel d'activité ;
- * Le suivi des placements financiers ;
- * L'élaboration du règlement intérieur et sa mise en œuvre.

(ii) Et la réalisation de son objet, notamment :

* L'examen des demandes de prêts présentées par les personnes physiques ou les entreprises mentionnées à l'article 3 ci-dessus ou par les banques ou établissements financiers gestionnaires desdits prêts ;

* La mise en œuvre des procédures de recouvrement ;

* Le suivi et l'encadrement des micro-projets financés par le Fonds.

Art. 9. — Il est créé un Comité de Suivi composé comme suit :

- Deux députés à l'Assemblée nationale ;
- Un membre du Conseil économique et social, ainsi que des représentants :
- Du ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- De l'Agence générale pour la Promotion de l'Emploi ;
- De l'Association professionnelle des Banques ;
- De la Caisse autonome d'Amortissement ;
- Des bailleurs de fonds.

Art. 10. — Le Comité de Suivi donne son avis, chaque année, sur les programmes d'activité, le projet de budget et le rapport annuel d'activité du Fonds qui lui sont soumis par le Comité de Gestion et, de manière générale, sur toutes les questions dont il est saisi par l'un ou l'autre des ministres de tutelle ou par le Comité de Gestion.

Art. 11. — Le ministre de l'Emploi et de la Fonction publique et le ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 20 avril 1994.

Henri Konan BEDIE.

ARRETE n° 4761 EFP. CAB. du 3 mai 1994. — Délégation permanente de signature est donnée à M. Ambeu Yénon, directeur du Cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de l'Emploi et de la Fonction publique, les actes de gestion du personnel énumérés ci-après :

— Avancement sans majoration ou réduction d'ancienneté des fonctionnaires de la catégorie A et de la catégorie B, autres que ceux de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ;

— Correspondances n'entraînant pas position de principe ; à l'exception des correspondances adressées :

- * A M. le Président de la République ;
- * A M. le Premier Ministre ;
- * Aux Présidents des Institutions ;
- * Aux Hautes Personnalités nationales ;
- * Aux Personnalités étrangères.